



Février 2014

Suites données à l'évaluation de l'incitativité des interventions de l'agence auprès des collectivités locales dans le domaine de la restauration des cours d'eau et plans d'eau sur le bassin Rhône

Méditerranée

Note d'impact

1. Eléments de contexte sur l'évaluation :

L'évaluation de l'incitativité des interventions de l'agence auprès des collectivités locales dans le domaine de la restauration des cours d'eau et plans d'eau s'est déroulée de novembre 2011 à avril 2012. Elle a été restituée fin 2012 aux instances décisionnelles de l'agence et de la DREAL de bassin puis au printemps 2013 aux partenaires techniques et financiers de l'agence concernés (DREAL, DDT, ONEMA, agence, conseils régionaux et généraux). La décision d'évaluer intervient dans un contexte de réflexion sur la mobilisation des porteurs de projets sur la thématique de la restauration physique : continuité écologique, restauration sédimentaire et restauration hydromorphologique. L'évaluation s'est attachée à l'appropriation et la perception des projets, à l'efficacité, l'efficience et la cohérence des interventions.

N'ont pas été étudiées les interventions sur : les grands cours d'eau structurants du bassin (Rhône, Saône, Durance) ayant une organisation particulière, les zones humides, l'acquisition foncière, l'entretien plus « banal » des cours d'eau ou les postes affectés.

L'évaluation a permis de réaliser un bilan des aides du 9^{ème} programme (418 projets), d'analyser en profondeur 16 cas territoriaux et d'enquêter 223 porteurs de projets. L'évaluation relève trois points clefs d'évolution de la politique à conduire :

- piloter et accompagner la mise en œuvre locale ;
- construire des projets de restauration qui soient mieux conçus sur le plan technique ;
- favoriser leur émergence dans les territoires (des projets portés, ancrés, financés).

Les résultats de l'évaluation sont arrivés au bon moment pour la construction du X^{ème} programme d'intervention de l'agence à la fois pour avoir le bilan des interventions du programme précédent en matière de restauration de l'hydro morphologie des cours d'eau et de la continuité écologique mais également pour adapter la stratégie de l'agence. Cela étant, un des pans de cette politique concernant le dispositif d'appui aux porteurs de projets (Garp) n'a pas été évalué et le sera début 2014. L'audit interne dit « Pialat » réalisé en parallèle sur cette politique et présenté en conseil d'administration de mars 2012 est venu compléter les avis. L'ensemble a permis de réorienter la politique de restauration physique, hors du champ classique de l'entretien des cours d'eau.

2. Suites données à l'évaluation :

2.1. Intégration des recommandations :

16 recommandations (8 essentielles et 8 secondaires) ont été proposées à l'issue de l'étude d'évaluation. Parmi elles :

- 15 ont été intégrées (9 totalement et 6 en partie).

- 1 recommandation n'a pas été intégrée. Elle concernait l'appui à la structuration des gestionnaires de bassin versants et de leurs compétences en matière de gestion physique. Cette recommandation, au cœur de la réforme des collectivités, n'a pas été considérée comme relevant de l'agence de l'eau et de ses compétences. La définition des compétences des établissements publics de coopération intercommunal ou le changement de leur statut est en effet à discuter au sein de l'Etat et des collectivités territoriales.

2.2. Impact de l'évaluation : évolutions de la politique suite à l'étude :

L'agence a communiqué à la fois au sud (Marseille) et au nord du territoire (Lyon) en mars-avril 2013 auprès de ses partenaires techniques et financiers (DREAL, DDT, ONEMA, quelques collectivités) pour marquer son engagement sur le sujet de la restauration physique des cours d'eau et plans d'eau. Le sujet est devenu dans le programme « Sauvons l'eau » de l'agence (2013-2018) :

- un des trois objectifs phares,
- un des six objectifs principaux (restaurer la continuité écologique de 600 ouvrages sur le bassin Rhône Méditerranée et de 40 ouvrages sur le bassin de Corse),
- et un des huit objectifs secondaires (engager des opérations de restauration morphologique des cours d'eau sur 100 km de cours d'eau).

Pour exemple de déclinaison, l'accord cadre agences-VNF (2012-2018) prendra en charge pour le bassin 24 ouvrages de mise en continuité écologique (cf Liste 2 réglementaire).

L'évaluation a contribué à poursuivre et adapter la stratégie financière de l'agence de l'eau pour le 10^{ème} programme plus spécifiquement sur la restauration hydromorphologique ; 50 à 80% d'aides, possibilité d'avances et de bonus sur des aides mixtes inondations-milieus ou valorisation paysagère et récréative-milieus, appuis ponctuels d'assistance à maîtrise d'ouvrage aux collectivités sur le foncier et le juridique, dégressivité des aides dès 2016... .

L'agence a choisi d'articuler les différents financements non pas au travers d'un dossier unique de demande d'aide mais au travers de l'appui existant de chargés d'intervention référents sur la restauration physique dans chaque délégation. L'agence est également en train d'adapter son organisation et ses procédures pour être l'interlocutrice des élus au bon niveau politique (en délégation ou au siège) afin notamment de mieux sécuriser la posture des présidents des structures de gestion sur les projets de restauration physique. De plus, l'agence poursuit son travail d'identification des impacts économiques, sociaux, politiques et environnementaux des projets de restauration physique au travers d'études dédiées et du réseaux de suivi de l'impact des travaux de restauration physique sur des sites pilotes (cf réseau site de démonstration de 16 projets).

L'agence poursuit en même temps son action pour faciliter le croisement et l'assemblage de différentes disciplines (écologie, hydromorphologie, valorisation paysagère, sociale) dès l'amont des projets de restauration physique ; au travers de formations dédiées aux chargés de mission des structures, ou dédiées aux bureaux d'études en partenariat avec l'ONEMA (cf poursuite du projet GARP).

Pour conclure, en 2014, le groupe de bassin du comité de bassin Rhône Méditerranée sur la continuité, élargira son domaine de compétence sur l'hydromorphologie. Les arguments principaux prônant les projets de restauration physique pourront y être identifiés au travers de récits de cas et de retours d'expériences réussis. Sur la base de ces retours, des réflexions seront initiées pour mieux intégrer cette thématique à la fois dans les politiques trames vertes et bleues des Régions, les PAPI,... au sein des territoires. Ces réflexions seront alors assimilées dans la stratégie de bassin avant d'être déclinées au niveau régional.